Grève à la DGFIP du 18 novembre 2014 : Ne pas accepter l'inacceptable !

Paris

Le 18 novembre, la CGT Finances Publiques au niveau national et sur Paris, ainsi que FO DGFIP Paris, appelaient à la grève dans la perspective du comité technique de réseau (DGFIP) annonçant une nouvelle saignée de 2000 suppressions d'emplois (-114A+, -313A, -507B, -1000C, corrigé de 66ETP au titre des transferts entre programmes)
dont 146 à Paris (-9A+, -58A, -59B, -20C agents techniques).

Le taux de grévistes sur Paris a été de 14,14%. Dans un cadre, à regret non unitaire, ce chiffre global intègre des taux pouvant aller jusqu'à 28% pour les cadres B et C des services de gestion « de masse ». Cela prouve que nombre d'agent-es ne sont pas prêt-es à accepter la casse organisée de notre administration, du service public et la dégradation continuelle de nos conditions de travail !

300 agent-es ont répondu présent-es au rassemblement Ile de France à Bercy à 10h00, avec des prises de paroles dénonçant les manques d'effectifs et les postes vacants, les concentrations de services, les attaques contre notre réseau de proximité, la volonté de développer toujours plus la polyvalence et les statuts interministériels, les souffrances des agents au travail notamment pour assurer l'accueil (mais l'administration décide, non pas des créations d'emplois, mais des reculs de l'offre de service public), un changement de la nature même de nos missions (vers une administration prestataire de service des entreprises), les attaques répétées contre nos règles de gestions (coupures et gels de postes dans le cadre des CAPL d'affectations par exemple), etc…

Une audience avait été demandée à la DG pour cette journée. Mais sous prétexte d'équité entre les organisations syndicales en vue des élections professionnelles Fonction Publique du 4 décembre, la DG a refusé de recevoir la délégation des organisations syndicales en grève (CGT Finances Publiques, FO DGFIP Paris). Il s'agit là d'une excuse fallacieuse qui ne fait que confirmer la nécessité de construire un rapport de force capable de contraindre la DG à négocier sur la base de nos revendications !

Dans le prolongement du 18 novembre, c'est donc bien la question de l'action qui doit être débattue avec les agent-es pour amplifier la mobilisation et l'étendre à l'ensemble des agents ! Dans cette perspective nous continuerons à rechercher l'unité la plus large possible sur la base des revendications des agent-es.

Alors toutes et tous ensemble ne lâchons rien, la lutte continue !